

A2/A2107

Elle a grimacé en Libye, boudé en Algérie. Cette fois, la secrétaire d'Etat aux droits de l'homme a clairement dénoncé la visite en France du colonel Kadhafi. Vraies convictions ou mise en scène ?

# Rama Yade, secrétaire d'Etat d'âme

Elle a préparé son coup, a fait venir un conseiller dans son bureau. Quand les deux journalistes du *Parisien* se sont présentés, dimanche 9 décembre, dans son bureau du Quai d'Orsay pour recueillir l'interview qui lui vaut aujourd'hui les vivats de la gauche et la consternation de son camp, Rama Yade était prête à vider sa colère. Les mots ont cinglé : « Le colonel Kadhafi doit comprendre que notre pays n'est pas un paillason sur lequel un dirigeant, terroriste ou non, peut venir s'essuyer les pieds du sang de ses forfaits. »

Maladresse d'une femme de 30 ans guidée par ses seules convictions ou désir de se mettre en scène dans un secrétariat des droits de l'homme où elle peine à exister ? Quoi qu'il en soit, alors que la gauche et les intellectuels tels que Bernard-Henri Lévy avaient pris le prétexte de la visite du Guide de la révolution libyenne à Paris pour mettre Nicolas Sarkozy en contradiction avec sa promesse de campagne d'engager la France dans une « diplomatie morale », c'est elle qui aura porté le coup le plus rude.

A la fin de l'entretien, elle a demandé aux journalistes : « Vous ne m'interrogez pas sur la demande de réparation faite par Kadhafi à l'Italie pour la colonisation ? » Sur cette question aussi, elle tenait une nouvelle salve. « Le temps des godillots, c'est fini, explique-t-on dans son entourage. Elle a voulu montrer qu'elle n'était pas aux ordres. »

Benjamin du gouvernement, M<sup>me</sup> Yade a parfois un peu de mal à accorder l'intitulé de sa fonction avec la conversion du président à la Realpolitik. Déjà, en Libye, au mois de juillet, elle n'avait pas masqué son dégoût en serrant la main du colonel Kadhafi, confiant peu après à la presse : « Certains gestes donnent envie de se laver les mains. » Le lendemain, M. Sarkozy l'avait recadrée : « M<sup>me</sup> Yade fait partie de la délégation et n'a donc aucun point de vue divergent. »

Sa gêne a encore grandi en novembre. Convoquée personnellement par le chef de l'Etat à l'accompagner dans son voyage en Chine, du 25 au 27 novembre, elle apprend par la presse qu'elle ne fait plus partie de la délégation. Le vendredi 23 novembre, un écho du *Parisien* explique que

Rachida Dati aurait obtenu la mise à l'écart de la secrétaire d'Etat aux droits de l'homme. Rama Yade joue les innocentes : « Vous y croyez, vous, à cette histoire. Pourquoi elle ne m'aimerait pas ? » Puis plus sérieuse : « On cherche toujours à monter les gens les uns contre les autres, surtout ceux qui ont un profil similaire. Si on entre là-dedans, c'est toute la cause de la diversité qui recule. »

En Algérie, deux semaines plus tard, elle est cette fois du voyage. Mais alors que les ministres et le chef de l'Etat s'amusaient dans les ruines de Tipasa, elle affiche une humeur de dogue. Le lendemain, le 5 décembre, alors qu'elle participe au bain de foule du président de la République dans les rues de Constantine, elle se tient dix pas en arrière : « Cela ne veut rien dire. J'en ai marre de ces voyages où tout ce qu'on nous montre est faux. On croit que ces gens-là nous applaudissent, en fait, ils ne veulent que des visas. »

« Je croyais que le pouvoir était simple, en fait il y a tout un cercle d'emmerdeurs »

Rama Yade

Pourtant, elle a suivi les conseils qui lui ont été prodigués dès son entrée au gouvernement. Elle cite le dicton du Quai d'Orsay : « En diplomatie, les mots sont des événements. » Mais elle continue d'en snober les usages et reçoit pieds nus, dans son bureau de secrétaire d'Etat.

Sept mois après sa nomination, elle assure n'avoir rien fait jusqu'à présent contre son gré, et n'avoir pas d'ennemi : « Bernard Kouchner recadre ceux qui disent du mal de moi. » Elle a appris les difficultés de sa tâche : « Je croyais que le pouvoir était simple, en fait il y a tout un cercle d'emmerdeurs. »

Un jour qu'elle se plaignait auprès du président de la République de « n'être qu'un petit ministre », elle s'est entendu répondre d'un ton paternel : « Il n'y a pas de petit ministre. » Est-ce pour cette raison qu'elle est sortie de ses gonds ? Pour jouer des coudes à son tour dans la cour médiatique ?

Quand Rachida Dati pose en Dior à la « une » de *Paris Match*, Rama Yade enfle sa tenue de combat. Lundi 10 décembre au matin, lorsque le chef de l'Etat a découvert la totalité de l'entretien de sa secrétaire d'Etat aux droits de l'homme dans *Le Parisien*, il a simplement estimé devant son cabinet « que les mots auraient pu être mieux choisis ». « Au fond, le président l'adore », dit un proche de Rama Yade.



Rama Yade a expliqué qu'elle restait au gouvernement parce qu'on ne « déserte pas en rase campagne ». BRUNO LÉVY POUR « LE MONDE »

En la recevant peu après dans son bureau, il lui a demandé, selon Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée, « d'insérer ses interventions dans le cadre général de la politique étrangère de la France ». Une leçon de langue de bois.

A sa sortie, M<sup>me</sup> Yade a expliqué qu'elle restait au gouverne-

ment parce qu'on ne « déserte pas en rase campagne ». Un beau virage pour elle qui assurait en prenant ses fonctions : « Si un jour je ne suis vraiment pas d'accord, je m'en irai. »

A l'Elysée, où l'on aime tirer profit même des situations les plus compromises, quelques-uns pensent que l'incident a ser-

vi de « coupe-feu » aux critiques venues de la gauche en l'obligeant, au passage, à afficher sa solidarité avec un membre du gouvernement...

Et puis, conclut un conseiller : « C'est génial, ce qui lui arrive. Désormais, elle passera toujours pour une femme d'honneur. »

PHILIPPE RIDET

## Sécu, ADN : autres couacs ministériels

AVANT Rama Yade, d'autres ministres ont fait - un large - usage de leur liberté de parole. Bref rappel.

Le 21 mai, sur France Inter, le haut-commissaire aux solidarités actives, Martin Hirsch, affirme que l'instauration de franchises médicales n'est pas « une bonne mesure ». « J'ai dit il y a quinze jours, un mois, deux mois, trois mois que ça ne paraissait pas une bonne mesure. Est-ce que je l'approuverai ? La réponse est non. »

L'amendement au projet de loi sur l'immigration instaurant des tests ADN pour les candidats au regroupement familial suscite une large désapprobation parmi les ministres d'« ouverture ». Le 16 septembre, sur Canal+, Fadela Amara se dit « choquée » par cette proposition. La secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville demande au gouvernement d'« être beaucoup plus cool ». « Ceux qui veulent venir chez nous, il y a des conditions (...). Je ne pense pas qu'il faille ajouter des tests. »

Interrogé le même jour au « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro », le ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner, prend ses distances avec « la politique d'immigration choisie [qui] ne recueille pas entièrement [son] adhésion », critiquant notamment les objectifs chiffrés de reconduites à la frontière.

Interrogé sur les tests ADN, l'ancien ministre socialiste déclare : « Cela ne me plaît pas, mais ne m'indigne pas. »

Le 20 septembre, M. Hirsch exprime à son tour son désaccord avec cette mesure. « Je ne suis pas favorable à l'autorisation de procéder aux tests ADN pour prouver une filiation », indique-t-il sur RTL, en précisant qu'il « compte sur le Sénat pour ne pas s'engager sur cette voie ».

Le 9 octobre sur France Inter, M<sup>me</sup> Amara exprime son aversion pour l'amendement ADN en termes crus.

« Je pense qu'on touche à quelque chose qui n'est pas bon pour notre pays, déclare-t-elle. Je le dis aussi en tant que fille d'immigrés : y en a marre qu'on instrumentalise à chaque fois l'immigration, pour des raisons très précises. Je trouve ça dégueulasse. »

La Tradition Breguet

Breguet

Depuis 1775